

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4981 - LUNDI 31 MARS 2025

CONSOMMATION

Le chef de l'Etat réitère sa promesse de la foire agricole



Denis Sassou N'Guesso face à la presse/DR

Réunir les producteurs congolais lors d'une grande exposition-vente des produits vivriers issus des bassins de production de tous les départements, ce projet pourrait voir le jour prochainement comme l'a annoncé le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, dans l'interview qu'il a accordée à la presse à l'occasion de sa visite de travail (23-26 mars) dans le département de la Bouenza. « J'ai lancé le mot d'ordre de l'émulation interdépartementale. Je serai très heureux de vivre cet événement, tous les départements du Congo réunis dans une saine émulation. Il y aura de tout : manioc, safous, poulets, poissons, crocodiles, tortues, bœufs, moutons, bananes... », a indiqué le président de la République, soulignant que la directive donnée, en 2021, de produire ce dont le peuple a besoin pour qu'il ne continue pas de dépendre de l'étranger en ce qui concerne les produits agricoles est en train de prendre corps.

Page 3

DIPLOMATIE

Le Congo et la Chine pour l'aboutissement des engagements du Focac

En séjour de travail à Beijing en République populaire de Chine, le ministre congolais des Affaires étrangères, Jean Claude Gakosso, et son homologue chinois Wang Yi ont exprimé, le 28 mars, leur volonté d'œuvrer ensemble pour un aboutissement heureux des engagements pris lors des dernières assises du Fo-



Jean-Claude Gakosso s'entretenant avec Wang Yi/DR

rum sur la coopération Chine-Afrique (Focac). Tenant compte des foyers de tensions en Afrique, notamment les crises à l'Est- de la RDC et au Soudan, les deux diplomates ont échangé sur les voies de sortie pacifiques de ces conflits qui mettent à mal la paix dans le continent que la Chine considère comme un partenaire de taille dont les opportunités communes sont susceptibles d'assurer l'épanouissement des peuples africains.

Page 9

MÉDIAS

UFemco portée sur les fonts baptismaux

Après six mois d'existence à poser les jalons d'une organisation engagée dans le paysage médiatique congolais, l'Union des femmes des médias du Congo (Ufemco), fondée le 20 septembre 2024 à Brazzaville, a lancé officiellement sa plateforme le 28 mars à Brazzaville. L'occasion pour elle de partager sa vision et de dérouler sa feuille de route. Selon sa présidente, Emilia Kidissa Gankama, l'Ufemco a déployé un programme d'activités ambitieux qui témoigne de son engagement. On note, entre autres, un atelier de sensibilisation au cancer du sein et du col de l'utérus, le lancement d'un programme gratuit d'apprentissage



Emilia Kidissa Gankama

de la langue anglaise pour les professionnelles des médias, tout comme des conférences thématiques. « Mesdames, il est temps d'adopter une nouvelle posture : celle de l'audace », a déclaré la présidente lors du lancement officiel de cette organisation.

Page 3

FEUILLETON FÉCOFOOT

Le Comité exécutif disposé à contribuer à la levée de la suspension

Le Comité exécutif de la Fédération congolaise de football (Fécofoot), qui s'exprimera, le 2 avril, au cours d'une conférence de presse, entend briser le silence pour éclairer l'opinion nationale sur les démarches entreprises et les blocages rencontrés dans l'aboutissement du dossier concernant le

retour à la normalité et la levée de la suspension du Congo par la Fifa. Dans un communiqué de presse publié le 28 mars, le Comité exécutif a, par ailleurs, regretté le fait que la promesse faite par le ministre des Sports concernant la signature urgente de l'ordonnance de rétractation du tribu-

nal n'a toujours pas été tenue. Il réaffirme cependant sa volonté de voir ce processus aboutir dans les meilleurs délais et reste dans l'attente de l'ordonnance de rétractation cogérée par le ministère en collaboration avec le Tribunal de grande instance de Brazzaville.

Page 13

ÉDITORIAL

Maintenir le cap

Page 2

ÉDITORIAL

Maintenir le cap

L'un des enseignements que l'on peut tirer de la récente visite de travail du président de la République dans le département de la Bouenza est que le Congo dispose d'un énorme potentiel d'énergies. Et elles ne sont pas que matérielles.

La mobilisation des jeunes dans les zones agricoles protégées (ZAP) des localités de Mouindi et de Bouansa a montré leur détermination à faire de l'agriculture une source de revenus et une occupation pérenne. Contrairement à ce que l'on pense, ce domaine d'activités n'est pas l'apanage d'une catégorie de personnes ayant abandonné les études.

Dans les chantiers agricoles de la Bouenza travaillent des filles et des garçons détenteurs de diplômes universitaires. Ils ont fait le choix du «retour à la terre» en toute conscience et ont confiance en leur avenir. Mais comme on le voit, l'expérience des ZAP est nouvelle et les décideurs ont du pain sur la planche.

Au-delà de la fierté légitime exprimée pour le succès de cette initiative louable, il y a la suite : les jeunes agriculteurs qui s'investissent à fond tel qu'on les a vus à l'œuvre dans la Bouenza seront plus heureux si des facilités leur seront accordées dans l'écoulement du produit de leur labeur.

Tenir ce pari pour le bien des acteurs agricoles évoluant sur l'ensemble du territoire national devient un impératif pour le gouvernement.

Les Dépêches de Brazzaville

DIGITALISATION

Un budget de 800 millions FCFA pour rendre Anssi opérationnelle

Nommé en Conseil des ministres et installé dans ses fonctions le 20 février dernier, le directeur général de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (Anssi), Conrad Onésime Oboulhas Tsahat, a été reçu le 28 mars par le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, qui lui a reprecisé sa feuille de route et donné des orientations fermes.

L'Anssi est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Il est placé sous la tutelle de la présidence de la République mais sous l'administration du ministre en charge de l'Economie numérique.

Elle a pour missions, entre autres, de superviser et de coordonner la cybersécurité nationale ; de réduire la vulnérabilité du cyberspace national ; de gérer les incidents et menaces de sécurité ; de répondre aux cyberattaques et de promouvoir la collaboration entre les acteurs publics et privés.

Au regard de son intérêt dans un monde dominé par le numérique, la structure se dote aussi de la responsabilité de protéger les infrastructures digitales nationales ; de renforcer les capacités nationales de riposte aux cyberattaques ; d'émettre des alertes en la matière, mais aussi et surtout d'en assurer la veille technologique.

Conscient des défis qui l'attendent en termes de sécurité des données nationales, le ministre des Postes, des Télécom-



Léon Juste Ibombo s'entretenant avec Conrad Onésime Oboulhas Tsahat/Adiac

munications et de l'Economie numérique, a rappelé à Conrad Onésime Oboulhas Tsahat sa feuille de route. Il lui a annoncé que le gouvernement s'est battu pour lui arracher, auprès de ses partenaires, un budget de 800 millions de FCFA destiné à son opérationnalisation.

Cette somme, a estimé le ministre, permettra à l'organe de se structurer afin de prendre des mesures adéquates pour contrer la cybercriminalité et toutes les cyberattaques dans le pays. « On ne peut pas parler de gouver-

nance électronique sans disposer d'un gendarme qui est l'Anssi », a commenté Léon Juste Ibombo.

Pour sa part, le directeur général de l'Anssi, Conrad Onésime Oboulhas Tsahat, a relevé la nécessité de mettre en place un cadre juridique et normatif efficace permettant d'encadrer les activités de son organe. Il a également soulevé l'intérêt de la formation des cadres afin de préparer des compétences et des élites internes.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

MÉDIA

L'Ufemco entre représentativité et journalisme responsable

Après six mois d'existence à poser les jalons d'une organisation engagée dans le paysage médiatique congolais, l'Union des femmes des médias du Congo (Ufemco) a lancé officiellement sa plateforme le 28 mars, à Brazzaville. L'occasion pour elle de partager sa vision et de dérouler sa feuille de route.

Fondée le 20 septembre 2024 à Brazzaville, l'Ufemco a réussi à se positionner en quelques mois comme une organisation engagée dans le paysage médiatique congolais. Cette association dynamique poursuit une mission fondamentale: renforcer la voix des femmes dans les médias, promouvoir leurs compétences et lutter pour l'égalité des genres dans la profession journalistique.

« Les médias sont un levier essentiel du développement et les femmes y jouent un rôle majeur. Pourtant, en 63 ans d'existence, une seule femme, Gertrude Ngouassi, a dirigé la chaîne nationale. Dans nos rédactions, les postes techniques et décisionnels restent majoritairement masculins. Ce constat n'est pas le reflet d'un manque de compétence, mais bien de barrières systémiques et des limites que nous nous imposons parfois nous-mêmes. Mesdames, il est temps d'adopter une nouvelle posture : celle de l'audace », a déclaré Emilia Kidissa Gankama, présidente de l'Ufemco, journaliste cheffe de service du Bassin du Congo aux Dépêches de Brazzaville.

Depuis sa création, l'Ufemco a déployé un programme d'activités ambitieux qui témoigne de son engagement. On note, entre autres, un atelier de sensibilisation au cancer du sein et du col de l'utérus, le lancement d'un programme gratuit d'apprentissage de la langue anglaise pour



Une vue de l'assistance(Ufemco)

les professionnelles des médias, tout comme des conférences thématiques... Au-delà d'être une association professionnelle, l'Ufemco est aussi un média en ligne reconnu par l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques. Il se distingue par son approche hybride et un contenu varié, combinant presse écrite, audiovisuelle et contenu visuel. L'association est aussi active sur les réseaux sociaux avec des contenus adaptés à chaque plateforme.

Notons qu'outre la présidente de l'association, le bureau exécutif de l'Ufemco est constitué de Gloria Lossele, secrétaire générale ; Lopelle Mboussa, trésorière ; Divine Ongagna, chargée de communication ; Sarah Monguia, chargée de partenariat et, enfin, Mondesir Ikando, chargée de la coordination événementielle.

Place au débat

Le lancement de l'Ufemco a donné la voix à quelques professionnels des médias d'échanger sur le thème « Médias et développement : enjeux, défis et perspectives » qui a été décliné en trois panels. Sur la modération de Fiacre Kombo, chef de service Economie au sein des Dépêches de Brazzaville, le premier panel intitulé « Quel modèle économique pour des médias durables, inclusifs et crédibles ? » a été décortiqué par les journalistes Alphonse Ndongo qui dirige une page à son nom et Ernest Dimi, responsable du média en ligne Brazza net. Il en ressort que dans la plupart des cas, le média se nourrit de publicité. Mais si l'environnement ne le permet pas comme c'est le cas au Congo où les médias semblent plus nombreux que les entreprises, Alphonse Ndongo estime

qu'il faut se réinventer en tenant compte de la spécialisation pour rester crédible et indépendant. Le deuxième panel, animé par le journaliste indépendant Arsenne Sévérin, sous la modération du rédacteur en chef du média Vox tv, Wences Mouandzibi, portait sur « Le rôle stratégique des médias dans le développement national ». Ce panel a été l'occasion de rappeler aux journalistes leur engagement et leur apport non négligeable capable d'orienter l'action du gouvernement dans des secteurs clés. « Si on se contente à faire du journalisme en allant dans les salons feutrés, le ministre a reçu, le ministre a organisé, le ministre a fait ceci..., on ne va pas contribuer au développement. Mais, il faut plutôt soulever les problèmes de la société. C'est pour ça qu'on est quatrième pouvoir », a-t-il martelé.

Au dernier panel modéré par Gloire Moundango, les voix féminines ont retenti avec les journalistes Marna Mankene et Yvette Reine Boro, respectivement directrice de l'information à Vox tv et cheffe de service Afrique-Monde aux Dépêches de Brazzaville. Axé sur le thème « Femmes et pouvoir dans les médias : le plafond de verre », cette tribune a été une invite à l'endroit des femmes à briller par la compétence, la rigueur dans le travail, le courage, l'engagement et la détermination.

Remerciant tous les panelistes, les représentants des médias et institutions, les étudiants et la société civile d'avoir répondu présents à cette cérémonie, Emilia Kidissa Gankama a déclaré : « Nous sommes pleinement conscientes des défis qui nous attendent, mais aussi des formidables opportunités qui s'offrent à nous. Pour concrétiser cette vision ambitieuse, nous avons besoin du soutien de tous pour augmenter la présence des femmes aux postes décisionnels, consolider nos programmes de formation, aider Ufemco à être un pôle d'emploi, permettre aux étudiants congolais en journalisme de bénéficier de bourses d'études... Ensemble, jouons chacun notre partition, pour que cette union soit le moteur d'un changement profond que nous léguerons avec fierté aux générations futures ».

Merveille Jessica Atipo

LE FAIT DU JOUR

Un verre d'eau

Après des mois passés à se rendre coup pour coup par médias interposés, les plus hautes autorités du Rwanda et de la République démocratique du Congo (RDC) ont pris une pause. Le 18 mars, dans le plus grand secret, les présidents Paul Kagame et Félix Tshisekedi se sont parlés à Doha, sous le regard de son Altesse Sheikh Tamim bin Hamad Al Thani, Emir de l'Etat du Qatar. Il y avait longtemps que les deux hommes ne s'étaient pas regardés dans les yeux.

Même si le choix du Qatar comme lieu de « réconciliation » fait au détriment de Luanda, en Angola, où deux rendez-vous de suite ont échoué, il faut considérer le côté « positif » de cette rencontre au sommet de Doha. À partir du moment où l'objectif est de mettre un terme à l'effusion de sang en cours à l'Est de la RDC depuis trois décennies, qu'importe la ville des re-

trouvailles, l'essentiel est que l'on aboutisse à l'apaisement.

Une chose est indéniable, les premières initiatives pour résoudre la crise dans les provinces « insurgées » du Sud et du Nord Kivu, toutes africaines, ne visaient que le même résultat : consacrer le retour à une paix durable dans la région des Grands Lacs par le dialogue ; œuvrer à ce que la RDC sécurise ses frontières et que les relations avec ses voisins de l'Est, en particulier avec le Rwanda, reviennent à la normale.

À de nombreuses reprises, dans les colonnes de notre journal, qui a l'avantage d'être distribué à Brazzaville et à Kinshasa, capitale de la RDC, nous n'avons pas cessé de prôner une issue pacifique à ce conflit qui n'a que trop duré. En revanche, il est tout à fait justifié que le gouvernement de Kinshasa s'insurge contre les massacres de ci-

vils et les prédateurs de toutes sortes. D'autant plus que la présence de la mission de paix des Nations unies sur place depuis des décennies n'est pas parvenue à stabiliser la situation.

En même temps, récuser toute idée de dialoguer avec les rebelles ou leurs soutiens en privilégiant la seule option militaire équivaldrait à perpétuer la crise. Dans le cas d'espèce, le Rwanda, dont la proximité avec la rébellion de l'AFC/M23 est avérée et dénoncée tant à l'international que par la RDC, fait partie du problème et de la solution. Comment obtenir que les frontières des deux pays redeviennent des points de passage où fleurissent les échanges bénéfiques pour leurs populations ?

C'est à cette question que les gouvernements de Kinshasa et de Kigali devraient répondre. Car, tant que les autorités investies de la légitimité ré-

galiennne refuseront de se parler, les rebelles profiteront de l'absence de leadership pour consolider leurs mouvements. En dépit des écueils, il faut prier que l'entrevue de Doha réussisse là où les processus de Nairobi et de Luanda ont battu de l'aile.

Ceci dit, l'Afrique n'a pas renoncé à jouer le rôle qui lui revient dans le rapprochement des vues entre Kinshasa et Kigali. Il suffit aux deux parties de montrer de l'intérêt pour l'offre, aussi symbolique soit-elle, que les voisins leur proposeront. Par exemple, un verre d'eau à température ambiante pour ne pas irriter la gorge et pour renoncer aux attaques personnelles. Sur ce dernier point, on peut le dire, la RDC et le Rwanda ont excellé ces derniers temps. Sans accomplir le moindre progrès sur le chemin de la paix.

Gankama N'Siah



Musée
du Bassin du Congo

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

L'ART

dans toutes ses
expressions de la

TRADITION

MODERNITÉ

Expositions et projections :

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

Horaires d'ouvertures :

Du Lundi au
Vendredi : **9H-17H**

Samedi : **9H-13H**



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo

AGROFORESTERIE DES MÉNAGES

Un modèle innovant en expérimentation

Dans le cadre de la mise en œuvre de la foresterie sociale en République du Congo, un groupe de partenaires a mis en place un projet dénommé «Renforcement et innovation en foresterie participative» (RIFoP) au bénéfice des communautés locales. Celui-ci a tenu, du 27 au 28 mars à Brazzaville, un atelier national multi acteurs pour réfléchir sur de nouvelles formes de foresterie sociale innovantes à implémenter.

Le projet Rifop est financé par le Fonds français pour l'environnement mondial. Il est mis en place pour concevoir de nouvelles formes de foresterie sociale au profit des ménages riverains des aires protégées du bassin du Congo en vue de promouvoir une agroforesterie innovante.

L'atelier qui vient de se tenir a regroupé des universitaires, la société civile et des experts en agroforesterie sociale. Deux jours durant, ils ont réfléchi sur la démarche à mener pour inclure ce nouveau concept dans la législation congolaise.

Le projet a pour objectif, a expli-

qué le Dr Grâce Loubota, expert et enseignant chercheur à l'Université Denis-Sassou-N'Guesso, d'améliorer les conditions socio-économiques de la population rurale du bassin du Congo. Sa mission, a renchéri le sachant, est de préserver les fonctions écologiques de la région et d'explorer un modèle de gestion participative innovant, centré sur les agroforêts des ménages. « Nous nous sommes réunis ici ce matin dans le cadre d'un atelier national de réflexion sur le projet Rifop qui veut mettre en place un nouveau modèle appelé les agroforêts avec pour base les ménages. Il est contraire à

ceux antérieurs qui avaient pour base la communauté, notamment l'ensemble du village. Le projet est mené en Afrique centrale, précisément au Congo et au Cameroun. Au niveau du Congo, les activités sont menées autour des villages qui entourent le parc national d'Odzala-Kokoua », a indiqué le Dr Grâce Loubota, Animant l'atelier, le Pr Cédric Vermeulen, spécialiste de la foresterie sociale et communautaire à la faculté de Gembloux de l'Université de Liège, en Belgique, a bien expliqué aux participants le concept agroforesterie des ménages. Le



Les participants posant à l'issue des travaux/Adiac des ménages». C'est un titre où un ménage au Congo qui exerce ses activités sans un titre forestier comme cela se fait ailleurs. L'objectif est de permettre aux ménages de bénéficier des titres spécifiques », a expliqué le Pr Cédric Vermeulen.

terme vise, leur a-t-il dit, à sécuriser, à travers un titre à inventer, les espaces sur lesquels les ménages exercent leurs activités agricoles et l'agroforesterie.

Les filières ciblées du point de vue économique, a affirmé le spécialiste, sont principalement le cacao, le café et les produits forestiers non ligneux. « Au cours de cet atelier, nous avons réfléchi ensemble sur la foresterie sociale, qui est la nouvelle démarche visant à associer les communautés locales et tous les villageois à la gestion de la forêt. Nous avons, à cet effet, proposé un nouveau modèle de gestion dénommé «Agroforêts

A l'issue des travaux, les participants ont relevé l'intérêt de ce modèle innovant et souligné l'importance de progresser sur les aspects légaux afin de donner une bonne assise nationale à cette innovation. Le projet (RIFoP) est mis en œuvre par Nature+ avec l'appui de plusieurs partenaires.

Firmin Oyé

ENVIRONNEMENT

L'Etat favorable à l'initiative «72 heures du Mayombe Ecorun 2025»

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo (MEDDBC), coordinatrice exécutive de la Commission climat du bassin du Congo (CCBC), Arlette Soudan-Nonault, s'est entretenue, le 25 mars à Brazzaville, avec José Cyr Ebina, président de l'association Lion d'or (Multisports) sur les préparatifs des «72h du Mayombe Ecorun», une initiative qui valorise les forêts et la biodiversité du Congo.

La troisième édition des « 72 heures du Mayombe Ecorun » est un événement alliant marche sportive et écotourisme. Prévu du 28 au 30 mars, cet événement mettra en lumière la beauté de la forêt du Mayombe et encouragera la préservation des écosystèmes ainsi que des peuples autochtones. L'objectif est de concilier sport, développement durable et respect de l'environnement.

Le thème de 2025, « Courons et marchons pour la préservation de la forêt et des peuples autochtones », accentue l'importance de la protection de l'environnement tout en favorisant une pratique sportive saine et durable. Organisé par l'association multisports Lion d'or sous la direction de José Cyr Ebina, l'événement réunira les passionnés de la marche sportive et les défenseurs de l'écologie.

La marche des « 72 heures du Mayombe Ecorun » se déroulera sur une distance de 100 km, répartie sur deux étapes : Malélé-Pounga et Pounga-Dolisie. Cette compétition mettra en avant à la fois la marche athlétique de vitesse et la marche de fond, avec des distances supérieures à 50 km.

« Nous sommes venus travailler avec la ministre pour présenter les «72h du Mayombe», qui est un ultra time d'une course de longue durée qui partira de Malélé à Dolisie



La ministre entourée des organisateurs des «72 heures du Mayombe Ecorun»/Adiac

dans le Mayombe. Tout le monde est convié, surtout les sportifs, des amateurs », a indiqué José Cyr Ebina, président de l'association Lion d'or multisportd.

Il a également souligné l'importance de cet événement qui est aussi la valorisation des départements de la Bouenza et du Kouilou pour le massif forestier du Mayombe d'une richesse écologique inestimable. Il a également rappelé la dimension internationale de cette édition qui accueillera des athlètes venus de Djibouti, du Cameroun, du Togo ainsi que la République démocratique du Congo.

Au-delà de la compétition sportive, cet événement a pour objectif de sensibiliser le public à la nécessité de préserver les ressources naturelles et de proté-

ger les droits des communautés autochtones.

Pour le président de l'association Lion d'or, l'importance de ce projet consiste à promouvoir la cohésion sociale, la santé et le bien-être. Le sport, a-t-il souligné, est un vecteur puissant pour renforcer l'unité sociale et promouvoir le développement durable, un enjeu majeur pour l'avenir de la planète.

« Nous avons intéressé le ministère de tutelle qui est le ministère du Sport, et celui de l'Environnement tout simplement parce que nous allons planter pendant notre marche. Aujourd'hui nous venons de dévoiler le maillot parce que la ministre de l'Environnement est une sportive et de surcroît, nous sommes

au mois des droits des femmes, nous avons voulu associer la femme dans cet événement. Aujourd'hui, le Congo est en train de rentrer dans les courses ultra time qui sont les courses à longue durée. On aura des représentants des grandes instances sportives qui viendront regarder pour labelliser cette course », a-t-il affirmé.

Hommage aux peuples autochtones

Cinq cents arbres seront plantés par les coureurs, les marcheurs, les organisateurs et le public afin de concrétiser l'engagement en faveur de la lutte contre la déforestation et de renforcer l'idée de développement durable au cœur des participants. Par ailleurs, un hommage aux

peuples autochtones sera rendu lors d'une soirée culturelle, afin de célébrer et de valoriser leur patrimoine et leur mode de vie unique.

La mascotte officielle de l'événement a été dévoilée, symbolisant son engagement écologique. De plus, des prix et diverses récompenses seront attribués aux participants, afin de récompenser leur performance et leur contribution à la cause écologique.

De son côté, la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo a salué l'initiative qui s'inscrit parfaitement dans les efforts du gouvernement en matière de protection et de gestion de l'environnement. Elle a, par ailleurs, assuré le président de l'association du soutien de son ministère pour la réussite de l'événement, notamment en facilitant la logistique et en mettant à disposition des experts en conservation de la biodiversité pour sensibiliser les participants. « A l'occasion du sommet de la terre qui s'est tenu à Rio, le chef de l'État a été un homme très engagé dans les questions environnementales, écologique et de préservation de la biodiversité. Il a lancé la Journée de l'arbre en 1986 mais il est également sur plusieurs initiatives telles que la construction de la Radio-Télévision du Bassin du Congo », a indiqué la ministre Arlette Soudan-Nonault.

Fortuné Ibara

LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

Validation de l'enquête biologique et comportementale couplée

En collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), la direction exécutive du Conseil national de lutte contre le VIH/sida, les infections sexuellement transmissibles et les épidémies a organisé, le 28 mars à Brazzaville, un atelier de validation du rapport de l'enquête « IBBS » auprès de la population clé en République du Congo.

Il s'est agi, au cours de la rencontre, de présenter les résultats de la cartographie des lieux de fréquentation et de socialisation de la population et de le valider; de présenter le rapport des résultats comportementaux et biologiques des prélèvements sanguins réalisés lors de l'enquête bio-comportementale auprès de la population clé ; enfin, de valider le rapport des résultats comportementaux et biologiques des prélèvements sanguins réalisés pendant cette enquête.

« Le VIH/sida, dont les premiers cas ont été enregistrés en 1981, demeure un problème majeur de santé publique. Le bilan mondial de la pandémie depuis ses premiers cas indique pour 2023 : 88,4 millions de personnes infectées pour 42,3 millions de décès, soit une létalité de 47,8%. Pour l'année 2023, l'ONUSIDA rapportait un total de 1,3 million de personnes nouvellement infectées par le VIH ; 39,7 millions



La séance de travail/Adiac

de personnes vivant avec le VIH, dont 38,6 millions d'adultes de plus de 15 ans et 1,4 million d'enfants de 0 à 14 ans ; et aussi 630 000 personnes décédées de maladies liées au sida », a indiqué, dans son allocution d'ouverture, le conseiller à la santé du Premier ministre, Benjamin Atipo.

Il a, par ailleurs, circonscrit les efforts déployés par les acteurs au niveau mondial qui

ont permis une baisse de 39% de nouvelles infections au VIH, de 51% de décès liés au sida entre 2010 et 2023, et une couverture thérapeutique de 75% de toutes les personnes vivant avec le VIH...

En effet, en 2023, a-t-il poursuivi, la population clé représente 70% de toutes les nouvelles infections au VIH dans le monde dont 51% des nouvelles infections au VIH en Afrique

subsaharienne. Chez ces sujets, le risque de contracter le VIH est 35 fois plus élevé chez les personnes qui s'injectent des drogues, comparés à ceux qui ne le font pas ; 30 fois plus élevé chez les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes ; et 14 fois plus élevé chez les femmes transgenres, comparées aux autres femmes. En rappel, en République du Congo, la population clé de-

meure le foyer de l'infection au VIH/sida et deux précédentes enquêtes ont spécifiquement été menées chez ce groupe de sujets. En effet, les enquêtes réalisées auprès de la population clé en 2012 et 2018 montrent une augmentation de la prévalence du VIH. Tout comme l'enquête bio-comportementale couplée à la sérologie VIH chez la population clé représentée par les professionnelles du sexe, les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes, les usagers de drogues, les minorités du genre et la population carcérale. Ainsi, selon les estimations, le Congo est l'un des pays les plus touchés par le VIH dans la région Afrique de l'Ouest et du centre. Pour l'année 2023, l'ONUSIDA estimait 120 000 personnes vivant avec le VIH dans ce pays, pour une prévalence de 3,2% (chez les 15-49 ans), 10 000 nouvelles infections et 6300 décès liés au sida (...).

Guillaume Ondze

FORMATION QUALIFIANTE

Des jeunes reçoivent des diplômes en communication

Au terme de trois mois de formation théorique et pratique, soixante-cinq jeunes garçons et filles ont reçu, le 28 mars à Brazzaville, leur certificat de fin de formation dans les métiers de la communication, notamment la relation client et du call center ou centre d'appels. en

Mettant en application leur partenariat d'accord, le Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage (Fonea) et la société Top center ont initié quelques sessions de formation au profit des jeunes. La vague la plus récente est celle des bénéficiaires des cours sur le call center.

Selon le manager général de Top center, Gess Nguie, qui a exprimé sa gratitude à l'endroit du Fonea ainsi que des apprenants, ces derniers doivent bien saisir les opportunités qui s'offrent à eux du fait que ce métier tant recherché est en vogue.

Il a expliqué que cette initiative est une réponse concrète aux défis de l'employabilité puisqu'elle vise à doter les jeunes des compétences techniques, comportementales

et stratégiques. Pour lui, ces jeunes constituent un espoir dans ce domaine dans la mesure où ils ont démontré avec rigueur et détermination qu'ils sont capables de répondre positivement aux exigences du métier.

Au nom du directeur général du Fonea, le directeur de l'employabilité, Jefferson Moukala Balossa, a salué la collaboration « fructueuse » entre les deux structures. « Grâce au financement du Fonea, ce projet a pu offrir aux jeunes une opportunité concrète d'améliorer leurs compétences professionnelles et de s'insérer de manière pérenne dans le monde du travail. Rassurez-vous que vous serrez des professionnels de grande qualité dans le domaine de relation client et du call center », a-t-il indiqué.



Les responsables posant avec les finalistes/Adiac

Parlant sous couvert de tous les apprenants, Olive Longui a estimé que cette cérémonie de remise de certificat marque un tournant dans leur vie. « Je profite de cet instant pour exprimer notre profonde gratitude envers le Fonea qui nous a offert cette opportunité précieuse de formation mais aussi à l'endroit de Top center

et tous ses agents. Vous nous avez appris plusieurs techniques. Vous nous avez donné les moyens ainsi que les clés de notre avenir. Nous devons alors tout mettre en œuvre afin d'être utiles à la société », s'est-elle réjouie.

Pour le moment, quarante-deux de ces jeunes sont déjà en voie d'intégrer le

monde professionnel à travers un emploi. Les autres bénéficieront aussi des mêmes offres et avantages puisque le Fonea signe des partenariats devant leur permettre de pratiquer puis vivre de leur métier soit en créant leur propre structure, soit en intégrant certaines boîtes de la place.

Rude Ngoma

1^{er} FORUM SUR L'INFORMATION ENVIRONNEMENTALE DU BASSIN DU CONGO

L'événement se tiendra à Brazzaville

Le secrétaire exécutif adjoint de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac), Chouaibou Nchoutpouen, a été reçu en audience, le 25 mars à Brazzaville, par la ministre de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo (MEDDBC), coordinatrice exécutive de la commission climat du bassin du Congo (CCBC), Arlette Soudan-Nonault, pour s'enquérir des orientations afin de garantir le succès du premier forum sur le développement de la communication environnementale dans le bassin du Congo.

Prévu du 22 au 25 avril prochain, le forum sur l'information environnementale du bassin du Congo va promouvoir la gestion durable des ressources naturelles et la protection de l'environnement dans cette région qui abrite la deuxième plus grande forêt tropicale du monde. Les travaux réuniront les acteurs de la société civile, les décideurs, les experts et les politiques et seront une plateforme importante pour discuter des défis, des opportunités et des stratégies de communication environnementale afin d'améliorer la sensibilisation et la mobilisation autour des enjeux écologiques dans cette zone.

« Toutes les initiatives en matière de protection des forêts du bassin du Congo, de lutte contre le changement climatique ont toujours été prises à Brazzaville, en République du Congo. Donc pour nous, je dirai Brazzaville est le cadre idéal pour le lancement de ce premier forum », a déclaré Chouaibou Nchoutpouen, secrétaire exécutif adjoint de la Comifac.

Les autres enjeux en débat pour les modalités d'organisation du forum sont les efforts conjoints vi-

sant à renforcer la sensibilisation et la diffusion des informations sur les enjeux environnementaux de la région, la promotion d'une communication efficace autour de la protection du bassin du Congo, la lutte contre le changement climatique... Des ateliers pratiques, des conférences, des discussions de groupe et des présentations de projets réussis seront un moyen d'unir les forces locales et internationales autour de la préservation de l'environnement dans cette région stratégique du monde. Le bassin du Congo est un des foyers les plus riches en biodiversité du monde. Des actions de communication sont nécessaires pour sensibiliser la population locale, les autorités et les entreprises à la nécessité de préserver cette biodiversité.

Le changement climatique affecte gravement les écosystèmes et les moyens de subsistance des communautés du bassin du Congo. La communication environnementale peut renforcer la résilience face à ces impacts. La déforestation illégale est un problème majeur dans le bassin du Congo. Les stratégies de communication vont renforcer l'engagement des communautés

et des gouvernements dans la lutte contre ce phénomène. Impliquer la population locale dans la gestion de son environnement est essentiel. Le rôle de la communication dans la création de partenariats locaux et dans l'éducation des jeunes générations peut être au cœur des discussions.

Le bassin du Congo, deuxième poumon écologique de la planète après l'Amazonie, joue un rôle majeur dans la régulation du climat mondial et de la conservation de la biodiversité. Face aux défis croissants liés à la déforestation, au braconnage et aux impacts du changement climatique, la nécessité d'une communication environnementale structurée et accessible devient impérative.

Garantir la bonne préparation de la COP 30

Arlette Soudan-Nonault et Chouaibou Nchoutpouen ont fait le point sur l'état d'avancement des préparatifs, des orientations afin de garantir le succès légal, la préparation du bassin du Congo à la COP 30 qui se tiendra à Belém, au Brésil. « Nous avons évoqué la préparation de la table ronde.



La ministre remettant à son hôte un ouvrage parlant du bassin du Congo/Adiac

Nous avons parlé du pavillon que nous organiserons pendant la COP 30, nous voulons que tout le bassin du Congo et ses organisations soient dans le même pavillon qui sera porté par la CCBC et la Comifac. Nous avons également tracé des pistes en termes des prochaines étapes pour la préparation dans le second forum que nous invitons tous les partenaires internationaux, sous-régionaux et même locaux au niveau de Brazzaville », a prévenu le secrétaire exécutif adjoint de la Comifac.

Le premier forum sur le développement de la communication environnementale dans le bassin du Congo va renforcer les capacités des acteurs locaux et des communautés à communiquer efficacement sur les enjeux environnementaux. Il va de même encourager la collaboration entre les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les institutions académiques et les acteurs privés pour une meilleure gestion des ressources et promouvoir des solutions innovantes ainsi qu'inclusives pour faire face aux défis environnementaux pour une gestion

durable des forêts, de l'eau et de la faune dans cette région.

Au cours de ce forum, le rôle des partenariats régionaux et internationaux, tels que ceux soutenant les initiatives de la biodiversité des forêts du bassin du Congo, pourrait être exploré pour renforcer la coopération en matière de conservation.

Le secrétaire exécutif adjoint de la Comifac a salué l'engagement du gouvernement congolais et des partenaires régionaux en faveur de cette initiative. Il a souligné que ce forum sera une opportunité unique pour structurer les échanges d'informations environnementales et renforcer les capacités des journalistes et des communicateurs spécialisés.

Précisons que ce forum constituera une avancée significative vers une meilleure sensibilisation et une action collective renforcée face aux défis écologiques de la région. Les prochaines semaines seront marquées d'une série de consultations techniques en vue de finaliser les aspects organisationnels et assurer une large participation des acteurs impliqués dans la gestion durable du bassin du Congo.

Fortuné Ibara

AFRIQUE

L'ONUSIDA alerte sur l'impact des coupes budgétaires américaines

Le Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) a sonné de nouveau le tocsin autour de la répercussion du gel de l'aide américaine aux pays africains, dans plusieurs domaines depuis janvier 2025.

« Les coupes budgétaires américaines font qu'aujourd'hui 27 pays d'Afrique connaissent des pénuries de personnel et des perturbations dans les systèmes de diagnostic et de traitement, ainsi que des systèmes de surveillance qui s'effondrent », a déclaré la directrice d'ONUSIDA, Winnie Byanyima. Selon des chiffres, sans reprise de l'aide des Etats-Unis, alors qu'aucun autre Etat n'a annoncé vouloir les remplacer, il y aura au cours des quatre prochaines années « 6,3 millions de décès supplémentaires dus au sida. En 2023, on comptait 600 000 décès (...). On parle donc de

dix fois plus », selon l'ONUSIDA. A plus long terme, « nous voyons la pandémie de sida ressurgir à l'échelle mondiale, non seulement dans les pays à faible revenu (...) d'Afrique, mais aussi parmi les populations clés en Europe de l'Est et en Amérique latine », a soutenu la patronne d'ONUSIDA. Mettant en garde : « Nous verrons des gens mourir, comme nous l'avons vu dans les années 1990 et 2000. Nous allons assister à une véritable recrudescence de cette maladie ».

Winnie Byanyima a lancé un appel direct au président améri-

cain, Donald John Trump, de « faire un deal autour de la prévention de la maladie qui rapporte bien plus qu'elle ne coûte ». La suspension pour plusieurs mois de l'aide américaine a déjà provoqué « confusion et perturbation dans le réseau mondial de lutte contre le sida » malgré l'exemption accordée par l'Administration Trump à certains programmes. L'ONUSIDA est financée elle-même à 50% par les Etats-Unis qui représentent le principal bailleur de l'aide internationale sur la planète, loin devant la Chine (2e puissance économique mondiale).

Noël Ndong

Dix pays concentrent 95 % des nouvelles capacités solaires installées

Le marché solaire africain évolue entre consolidation et expansion, avec des dynamiques contrastées selon les pays. Alors que certains confirment leur leadership, d'autres s'appêtent à franchir un cap décisif.

En 2024, 95% des nouvelles capacités solaires installées en Afrique ont été concentrées dans dix pays selon le rapport « Africa Market Outlook for Solar PV 2025-2028 » publié par The Global Solar Council. L'Afrique du Sud et l'Égypte restent les deux leaders incontestés du marché solaire africain, représentant plus des deux tiers des capacités installées. L'Afrique du Sud conserve sa position de premier contributeur, avec 46% des nouvelles installations. De son côté, l'Égypte a ajouté 700 MW avec la mise en service. Derrière ces deux pays, le Ghana s'est hissé à la troisième place avec 94 MW installés. Le Burkina Faso, quatrième du classement, suit avec 87 MW, soit une progression de 129%. Le Nigeria (73 MW) et la Zambie (69 MW) poursuivent leur transition énergétique.

La Zambie a connu une croissance de 116%. L'Angola, la Côte d'Ivoire, le Maroc et la Gambie complètent ce classement, avec des avancées notables. Si 2024 a marqué un ralentissement dans plusieurs pays, 2025 devrait connaître une hausse de 42% des capacités solaires installées en Afrique, portée par la mise en service de nombreux projets retardés. L'Afrique du Sud et l'Égypte, toujours en tête, verront cependant l'écart entre elles se resserrer. Avec ces perspectives favorables, 2025 s'annonce comme une année charnière pour le solaire africain, avec une expansion plus équilibrée et l'émergence de nouveaux pôles de croissance.

N.Nd.



PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA BANQUE CONGOLAISE DE L'HABITAT ET LA REFORME DU SECTEUR DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT EN REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

(SERVICES DE CONSULTANTS INDIVIDUELS 02)

02./UCP-BCH-2025

Secteur : Financier

Référence de l'Accord de Financement : 5500155015101

N° d'identification du Projet : P-CG-H00-003

1. La Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) a reçu un financement du Fonds d'Assistance Technique pour les pays à revenu intermédiaire (FAT-PRI), administré par la Banque Africaine de Développement, afin de couvrir le coût du Projet d'Appui Institutionnel à la Banque Congolaise de l'Habitat et à la Réforme du Secteur de l'Urbanisme et de l'Habitat et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat de service de consultant individuel chargé de l'élaboration et de la mise en place du système de gestion environnementale et sociale (SGES) de la Banque Congolaise de l'Habitat (BCH), en République du Congo.

2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent entre autres ; (i) l'analyse de l'activité de financement de l'immobilier et de l'habitat de la BCH, son portefeuille existante (taille et activité et de la réserve des projets, ses perspectives au regard de la stratégie de développement ; (ii) l'analyse du cadre institutionnel et réglementaire de gestion environnementale et sociale ; avec accent sur la loi sur la protection de l'environnement, le régime foncier ; politique et stratégie de protection sociale ; les normes standards de santé et de sécurité dans différents secteurs d'intervention (immobilier, production des matériaux de construction, etc...) ; (iii) l'organisation de discussions et proposition de la déclaration de politique décrivant l'engagement de haut niveau de l'institution vis-à-vis de l'intégration des questions environnementale et sociale dans ses activités ; (iv) élaboration de la description de la façon dont les évaluations environnementales et sociales des sous projets une fois que les locations sont connues ; seront identifiées, préparées, réalisées, approuvées, publiées et incluses dans les dossiers d'appel d'offres ; (v) appui à l'établissement de la classification des risques environnementaux et sociaux potentiels associés aux activités commerciales des clients de la Banque ; (vi) appui à la définition du processus de suivi-évaluation des opérations et impacts des projets financés ; (vii) appui à la définition de la taille et du positionnement de l'unité E&S dans l'organigramme de la Banque BCH et les liens de fonctionnalité avec d'autres unités d'analyse et de gestion des risques ; (viii) élaboration d'une fiche synthèse d'informations E&S pour le comité des achats ; (élaboration d'une fiche de screening E&S pour l'analyse des dossiers de crédit ; (appui à la définition du niveau de ressources budgétaires requises pour la mise en place et le fonctionnement de l'unité E&S de la BCH ; (x) appui à l'évaluation de façon approfondie des capacités des structures nationales de suivi environnemental ; (xi) appui à l'analyse de la politique des ressources humaines et du genre de la BCH ; (xii) appui à l'analyse de la politique et des activités de la responsabilité sociétale de la BCH ; (xiii) appui à la détermination et présentation de la liste d'exclusion de la BCH ; (ivx) appui à la rédaction et à l'approbation du Système de Gestion Environnementale et Sociale par les organes dirigeants de la BCH ; (vx) appui au suivi de la mise en place du Système de Gestion Environnementale et Sociale de la BCH et renforcement des capacités des agents de l'Unité ESHSS. La mission sera réalisée à Brazzaville, en République du Congo, sous la supervision générale de l'Unité de Gestion du Projet (UGP), et de la Direction Générale de la BCH, pour une période de mise en œuvre ne dépassant pas trois (03) mois.

3. L'Unité de Gestion du Projet Appui à la BCH invite les Consultants individuels à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations : (i) lettre de motivation, datée et signée, (ii) Curriculum-Vitae récent, daté et signé, mettant en exergue les prestations et/ou missions similaires, et (iii) copies certifiées de diplômes/attestations pertinents, références et coordonnées des clients et toute autre information pertinentes).

4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront par comparaison des CVs conformément au Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque africaine de développement, édition d'octobre 2015, disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. L'intérêt manifesté par un Consultant n'implique aucune obligation de la part de l'Emprunteur de le retenir

sur la liste restreinte. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (notamment les Termes de références) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 15 h00, heure locale (TU+ 1).

5. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (notamment les Termes de références) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 15 h00, heure locale (TU+ 1).

6. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 7 avril 2025 à 12 h 00, heure locale (TU+ 1) et porter expressément la mention suivante : « AMIN°xx/PPM/BCH/UCP-Appui à la BCH-2025 : chargé de l'élaboration et de la mise en place du système de gestion environnementale et sociale (SGES) de la Banque Congolaise de l'Habitat (BCH), en République du Congo », ou transmis par mail en format PDF à l'adresse ci-après :

A,

Unité de Gestion du Projet

Sise : Siège de la Banque Congolaise de l'Habitat

Avenue Amilcar Cabral, Brazzaville/Centre-ville - République du Congo

A l'attention de Stéphane NGAKOSSO, Coordonnateur du Projet

Email: bch@bch.cg et Copie à : stephane.ngakosso@bch.cg et guynette.epouery@bch.cg

Telephone: +242 06 676 68 08 / +242 06 663 22 33

7. Les consultants (es) seront évalués (es) sur la base de leurs dossiers de candidature suivant les critères et le barème de notation ci-après :

N°	Critères et sous critères	Pondération
1	Qualifications techniques : Être titulaire aux moins d'un diplôme BAC+5 : DEA, DESS, Master, Ingénieur ou un diplôme équivalent en sciences/ingénierie/gestion de l'environnement ou sciences sociales ou toute autre discipline connexe Absence de diplôme, diplôme non conforme ou de niveau inférieur : Disqualifié	10 points
2	Expérience Générale: Justifier d'au moins dix (10) années d'expérience dans la préparation, élaboration, suivi, supervision etc d'EIES, de PGES, CGES, PAR et de SGES - Expériences de dix (10) ans et plus : • 10 ans = 10 points • Plus de 10 ans ; plus 1 point par année supplémentaire jusqu'à un maximum de 15 points • Moins de 10 ans moins 1 point par années jusqu'à un minimum de 8 points	15 points
3	Expériences spécifiques: 3.1 Expérience dans la préparation d'EIES (3 points par projet avec un max de 3 missions) 3.2 Expérience dans la préparation de PAR (3 points par projet avec un max de 3 missions) 3.3 Expérience dans la préparation de CGES et/ou PGES (3 points par projet avec un max de 3 missions) 3.4 Expérience dans la préparation de SGES pour les institutions financières dont les activités sont similaires à celles de la BCH (4 points par projet avec un max de 5 missions)	65 points
4	Connaissances complémentaires: Connaissance de projets financés par la BAD (2,5 points par projet avec un maximum de 2 missions) Connaissance du pays (2,5 points par projet au Congo avec un maximum de 2 missions)	10 points 05 points 05 points

Le score minimum requis pour être sélectionné est de 75 points sur 100. Le candidat classé premier et dont la note totale est égale ou supérieure au score minimum ci-haut cité sera invité à négocier un contrat. Au cas où des consultants seront classés 1er ex-aequo, le candidat ayant le plus d'expérience au niveau du sous critères 3.4 sera sélectionné.

DIPLOMATIE

Wang Yi reçoit Jean-Claude Gakosso à Beijing

Dans l'optique de la poursuite de l'amorce de la co-présidence du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac) entamée par le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, lors de son passage en début de cette année à Brazzaville, Jean-Claude Gakosso, ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, séjourne depuis le 27 mars à Beijing, en Chine.

Le ministre Jean-Claude Gakosso a été reçu en audience le 28 mars en début de soirée par son homologue Wang Yi, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois.

Au cours de l'entretien entre les deux personnalités, une volonté mutuelle s'est exprimée en vue d'œuvrer ensemble, pour un aboutissement heureux des engagements pris lors des dernières assises du Focac, dont le séminaire des experts s'est tenu à la première quinzaine de ce mois. S'en suivra une réunion des coordonnateurs du Focac, au mois de juin cette fois-ci. Justifiant l'engagement de la Chine en Afrique, le diplomate chinois a déclaré que son pays n'a pas d'agenda caché et n'est pas une puissance colonisatrice. La Chine et l'Afrique sont plutôt des « compagnons d'armes » qui ont des opportunités communes suscep-



Jean-Claude Gakosso s'entretenant avec Wang Yi/DR

tibles d'assurer leur épanouissement, a-t-il assuré. Pour sa part, fasciné par le modèle économique du peuple chinois qui doit sa prospérité uniquement à « la religion du travail ».

Dans un monde en pleine mutation, les deux hommes d'État ont également abordé les foyers de tensions en Afrique, particulièrement les crises à l'Est de la République démocratique du Congo et au Soudan. Ils ont exprimé leur inquiétude suite aux annonces qui mettent en cause les équilibres dans le monde, soulignant que toute action qui ira dans le contresens de l'histoire a peu de chance de succès.

Après des échanges constructifs, ils ont salué le leadership de leurs présidents respectifs, Xi Jinping et Denis Sassou N'Guesso. Cette rencontre a permis de se souvenir et de rendre hommage à Li Yan, ambassadrice de la République populaire de Chine en République du Congo, décédée le 1er mars dernier à Pékin. Un nouvel ambassadeur sera bientôt nommé, a laissé entendre Wang Yi.

Marie Alfred Ngoma

Au cours de l'entretien entre les deux personnalités, une volonté mutuelle s'est exprimée en vue d'œuvrer ensemble, pour un aboutissement heureux des engagements pris lors des dernières assises du Focac, dont le séminaire des experts s'est tenu à la première quinzaine de ce mois



Recevez votre Pension sur MoMo

avec la CNSS et AKIENI

Simple, rapide et sécurisé ! Plus besoin de vous déplacer

Période d'enrôlement

31 Mars ► 09 Avril 2025

Rendez vous dans votre agence de paiement CNSS

Avantages

- Accessible partout, à tout moment
- Paiement sécurisé directement sur votre téléphone
- Fini les files d'attente, votre pension arrive plus vite !



TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv



GUERRE DANS L'EST

Washington opte pour le maintien du contingent onusien

La représentante des Etats-Unis au Conseil de sécurité, Elise Stefanik, lors de la dernière séance, a exhorté la Monusco à s'impliquer davantage dans le conflit de l'Est de la République démocratique du Congo (RDC).

Dorénavant, a souligné Elise Stefanik, les Casques bleus devront être autorisés à se déplacer librement et à exécuter leur mandat dans les zones contrôlées par le M23. Elle a estimé que la Monusco devra répondre à la mission qui lui est dévolue, celle d'assurer la protection des civils à l'Est de la RDC. Au cas contraire, la diplomate américaine a encouragé le Conseil à envisager toutes les options possibles, y compris une révision du mandat de la Monusco, conformément aux exigences qu'impose l'environnement opérationnel actuel.

Pour aider la Monusco à entrer dans les bonnes grâces de la population de l'Est qui lui a tourné le dos à cause de son inaction



dans la guerre qui sévit au Grand Kivu, Washington a ressassé un discours conforme aux aspirations de la population locale. Outre la condamnation des avancées du M23 ainsi que des troupes rwan-

daises dans la partie Est, Washington a affirmé le respect de la souveraineté de la RDC. Nonobstant le fait que la Monusco a montré ses limites sans parvenir à rétablir la paix à l'Est de la RDC, Washington

plaide néanmoins pour son maintien dans une région névralgique où fulminent encore des groupes armés non maîtrisés.

Plus que jamais, la Monusco est appelée à quitter son rôle de figurant pour agir

en menant des opérations coercitives tendant à imposer la paix, par la force s'il en faut. S'il faut maintenir ses forces sur le territoire national malgré l'évidence de l'échec, le gouvernement devra batailler ferme pour recadrer cette mission onusienne pour la conformer aux exigences humanitaires et sécuritaires que requiert la situation sur le terrain.

Rappelons que le soutien des États-Unis à la Monusco est avant tout stratégique pour protéger la stabilité régionale, lutter contre les groupes armés, sécuriser les ressources minières, et maintenir leur influence diplomatique en RDC.

Sylvain Andema



**INFORMER, ANALYSER,
DIFFUSER, RAYONNER**

Agence d'Information de l'Afrique Centrale,
un acteur économique majeur à vos côtés.

SOCIÉTÉ
ÉCONOMIE **ART, CULTURE, MÉDIA**
POLITIQUE **INTERNATIONAL**
RÉFLEXION
SPORT

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

ADIACTV

LE COURRIER
DE KINSHASA

CONTACTEZ
NOUS

B4, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

CONNECTEZ
VOUS

www.adiac-congo.com
www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.lecourrierdekinshasa.com
www.adiac.tv

RÉSEAUX
SOCIAUX



ARISE BASKETBALL ACADEMIE

Le pensionnaire Sacko Mamadou repéré pour poursuivre sa formation au Canada

Quatre ans de dur labeur, Arise basketball académie commence à récolter les fruits de sa vision qui consiste à former des jeunes basketteurs. La bourse de Canada obtenue par Sacko Mamadou, l'un de ses pensionnaires, est une preuve que cette académie est sur la bonne voie.

« Nous ne sommes pas une agence de voyage. Nous développons les talents afin de les présenter aux partenaires. S'ils sont intéressés, nous trouvons un terrain d'entente », a expliqué Emmanuel Michel Moussirou Ngoma, secrétaire général d'Arise basketball académie. La réussite de Sacko Mamadou est une première victoire pour ce centre. Ce joueur qui s'est engagé dans cette académie depuis sa création a concrétisé son rêve de poursuivre sa carrière à l'étranger par le travail acharné. « Il a toujours montré de l'envie », témoignent ses encadreurs. Son talent et la discipline qu'il a imposés en lui-même ont permis aux partenaires de l'académie de le repérer avec un autre coéquipier. Malheureusement pour l'académie, le second n'a pas pu obtenir le visa du Canada. « Ce n'est qu'une partie remise », as-



sure le secrétaire général. Sacko Mamadou est un joueur plein d'avenir. Les vidéos envoyées par Arise basketball académie ont convaincu les

tionnelle aux nombres d'années de sa formation. « C'est depuis plus de trois ans que je rêvais de cette bourse et de continuer à jouer ailleurs. Je remercie Arise basketball académie qui m'a aidé à obtenir facilement cette bourse », a-t-il déclaré, tout en promettant d'être à la hauteur des attentes. « Pour être à la hauteur, c'est juste la confiance en soi car il n'y a pas de petits ni de grands joueurs », a souligné l'athlète, capable de joueur à tous les postes. « Je suis très content de l'académie qui a fait que mon fils obtienne la bourse pour aller au Canada. Il a franchi un palier par rapport au jour où il a commencé ici. Il a maintenant un bon niveau », a commenté M. Sacko, son père.

Il ne lui reste qu'à confirmer au Canada tout le bien que les encadreurs pensent de lui.

James Golden Eloué

James Golden Eloué

James Golden Eloué

CAN U-20

L'Egypte remplace la Côte d'Ivoire à l'organisation

La Confédération africaine de football a décidé d'attribuer l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) des moins de 20 ans à l'Egypte, en remplacement de la Côte d'Ivoire.

La Côte d'Ivoire qui devrait accueillir la 24^e édition s'est retirée de l'organisation, le 25 mars, en raison de circonstances imprévues. Le gouvernement de ce pays l'a notifié par courrier à la Fédération ivoirienne de football. « La Confédération africaine de football a attribué à l'Association égyptienne de football (EFA) et au gouvernement égyptien les droits d'organisation de la Coupe d'Afrique des nations U-20 TotalEnergies 2025 », a écrit la CAF.

L'EFA et le gouvernement égyptien avaient précédemment soumis une candidature pour accueillir la CAN U-20 CAF TotalEnergies 2025, a rappelé la CAF. La CAN U-20 se disputera du 27 avril au 18 mai. L'Egypte, souvenons-en, avait accueilli la dernière édition en 2023.

J.G.E.

FOOTBALL

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 1, 27e journée

Strasbourg terrasse Lyon, 4-2, et se rapproche des places qualificatives pour la Ligue des champions. Titulaire, Dilane Bakwa a donné le premier but, sur corner, à Santos (55e min), avant de doubler la mise sur un exploit personnel (60e min). Remplacé à la 90e minute, l'ancien Bordelais totalise 4 buts et 8 passes décisives cette saison. National 1, 28e journée Tenu en échec à domicile par Quevilly-Rouen (0-0), Orléans laisse le trio de tête se détacher (5 points de retard sur Le Mans, 8 sur Boulogne et 9 sur Nancy). Au coup d'envoi, Marvin Baudry était titulaire et a été remplacé à la 84e minute. De retour dans le groupe, Owen Matimbou est resté sur le banc.

Dans les rangs normands, Natanael Bouékou a joué toute la rencontre.

Deuxième match hors du groupe pour Cédric Odzoumo, absent lors du match nul du FC Versailles face à Villefranche (1-1). Depuis son arrivée en janvier, l'avant-centre franco-congolais a joué 6 matches pour 2 buts et 2

passes décisives, mais a manqué trois des quatre dernières rencontres de son équipe.

Ligue 2, 28e journée

Clermont est relégable après avoir concédé le nul 1-1 face à Amiens. Titulaire en pointe, Mons Bassouamina ne cadre pas sa première occasion (23e min). Quatre minutes plus tard, sa frappe excentrée est repoussée en catastrophe par Gurtner sur Palmier, qui reprend à bout portant de la tête et débloque le score (1-0, 26e min).

Incompréhensiblement, les Auvergnats vont cesser de jouer et laisser le cuir aux Picard, qui finiront par égaliser, trois minutes après l'expulsion du capitaine clermontois (59e min). Sevré de ballons, Mons Bassouamina, 4 buts cette saison, tous en 2025, a été remplacé à la 76e minute.

A huit journées du terme du championnat, Clermont est désormais 17e avec 27 points, derrière Martigues.

En effet, les Provençaux se sont imposés face à Ajaccio 2-0. Seul Alain Ipiélé était titulaire et a animé son couloir gauche. Il a



Avec un but et une passe décisive face à Lyon, Dilane Bakwa peut célébrer sa performance. RCSA

été remplacé par Bevic Mousiti Oko à la 79e minute, tandis que Jesah Ayessa est resté sur le banc corse.

Seizièmes avec 4 points de retard sur le premier non-relégable, les Martégaux gardent l'espoir d'un maintien qui a longtemps semblé impossible cet hiver.

Pas de vainqueur entre le Red Star et Rodez (1-1). Pas de Congolais non plus sur la pelouse au coup d'envoi puisque Fred Dembi est entré à la 89e minute, Josué Escartin a gardé son survêtement et Laurent Loni Que-nabio n'était pas dans le groupe ruthénois.

Sans Steevy Mazikou, non retenu, Bastia bat Dunkerque 2-0.

Cette 28e journée se poursuit samedi après-midi avec le duel Grenoble et Lorient. Loris Mouyokolo est convoqué dans le groupe, contrairement à Nolan Mbemba.

Camille Delourme

FEUILLETON FÉCOFOOT

Le Comité exécutif veut briser le silence

Le Comité exécutif de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) s'exprimera à travers une conférence de presse qu'il animera le 2 avril pour éclairer l'opinion sur les démarches entreprises et les blocages rencontrés dans l'aboutissement du dossier concernant le retour à la normalité.

L'annonce a été faite dans un communiqué de presse publié le 28 mars dans lequel le Comité exécutif de la Fécofoot rappelle à la communauté des sportifs et à l'opinion nationale « qu'à ce jour, la promesse faite le lundi 25 mars par le directeur de cabinet du ministre des Sports concernant la signature urgente de l'ordonnance de rétractation du tribunal n'a toujours pas été tenue ».

L'audience prévue le 28 mars au Tribunal de grande instance de Brazzaville a été reportée pour la cinquième fois, en raison « de l'absence persistante du rapport de l'avocat adverse ». Le 4 avril est la date de la nouvelle programmation.

Le Comité exécutif explique, par ailleurs, que cette ordonnance constitue pourtant l'unique pièce essentielle



Le Comité exécutif de la Fécofoot/Adiac

permettant la levée de la suspension par la Fédération internationale de football association et la réintégration des agents de la Fécofoot. « Sans cette décision qui an-

nule tous les actes à travers lesquels agissait la Commission ad hoc, les jeunes talents congolais resteront privés de compétitions internationales. Une situation

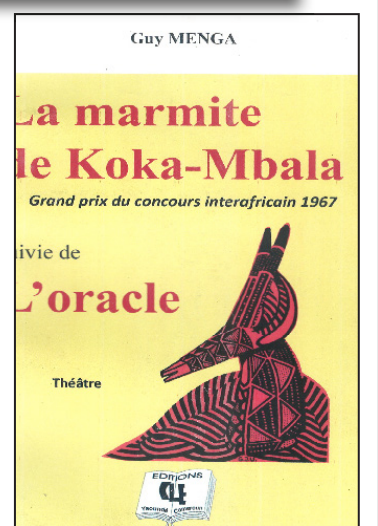
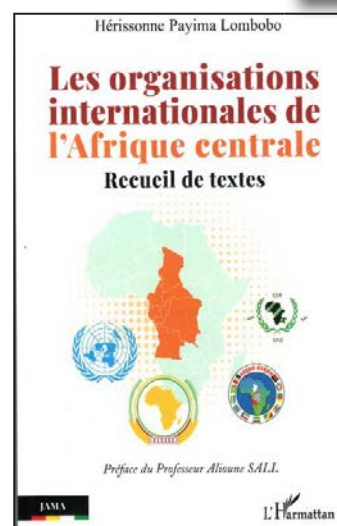
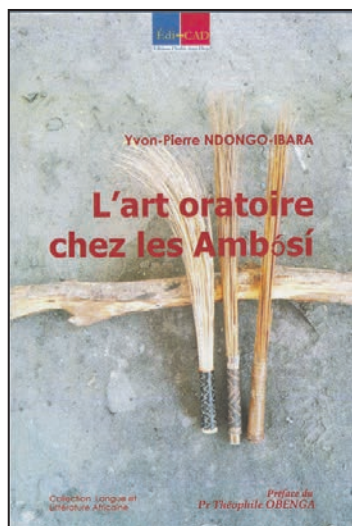
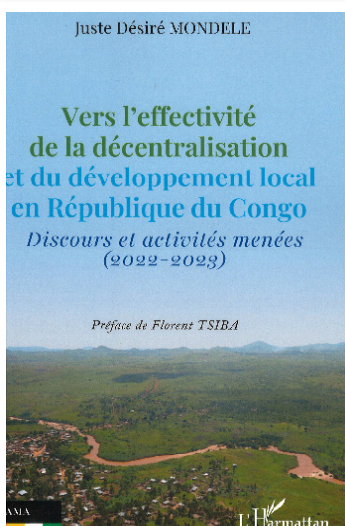
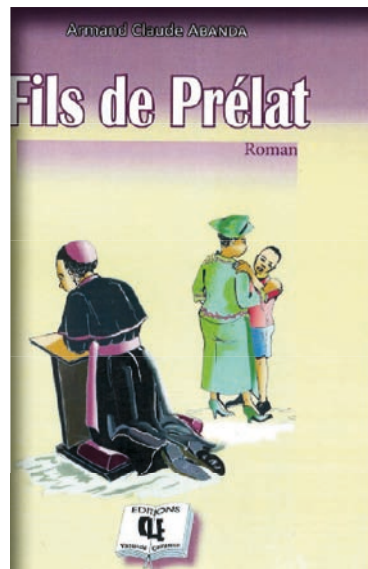
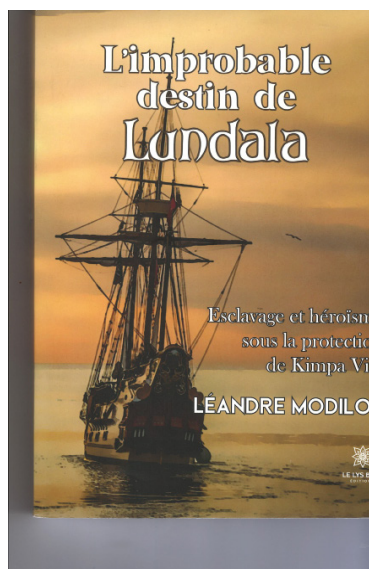
préjudiciable pour l'avenir du football congolais », regrette le Comité exécutif. Il réaffirme sa volonté de voir ce processus aboutir dans les meilleurs délais et reste dans

l'attente, avec un esprit de sportivité, de l'ordonnance de rétractation que le ministre des Sports gère en collaboration avec le tribunal.

James Golden Eloué



EN VENTE





LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

- Présentation des ouvrages
- Conférences-débats
- Dédicaces
- Emissions Télévisées
- Ateliers de lecture et d'écriture



HORAIRES
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi **9H-17H**

Samedi **9H-13H**



Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

HUMEUR

Et pourtant le conflit détruit

Qu'il soit interne ou externe, le conflit ne construit pas mais entraîne plutôt une grande destruction des acquis socio-économiques et socio-culturels. Le chanteur Casimir Zao l'avait bien signifié dans sa célèbre chanson « Ancien combattant », 'La guerre mondio, ce n'est pas bon'. Oui, le mbongui, le kandza, le mbalet et le holebet qui sont des espaces de concertation au Congo renvoient tous au dialogue car, c'est dans la concertation que des solutions aux problèmes même les plus fâcheux sont trouvées. Or, plus on s'éloigne les uns des autres, plus on diminue les probabilités des avancées sociales. Et cela ouvre la voie à la diffamation, au dénigrement, à la non acceptation de l'autre, bref à la mésestimation.

Les vertus du dialogue sont nombreuses, à savoir le contact physique, le faire valoir argumentaire, l'écoute de l'autre... Ne dit-on pas que c'est dans le choc des arguments que se créent des avancées pour le bien-être social de la population dans son ensemble ? Pourquoi alors ne pas se créer une place au milieu des autres, entendu que quand les pensées s'associent, quelque chose de merveilleux pourrait en sortir et les goulots d'étranglement disparaîtront ?

La bagarre, par exemple, n'a jamais arrangé grand-chose. Imaginez deux chefs de services d'une entité donnée venir aux mains, quelle honte ! Et cela n'affectera non seulement leur dignité mais entamera également la crédibilité de l'administration.

Il a été constaté, au niveau familial, que des querelles répétées dans des foyers sont à l'origine des dislocations. Au nombre des problèmes évoqués en conseils de famille qui se déroulent chaque week-end dans nos villes, des divorces occasionnés par des bagarres intra-ménages.

Que dire au niveau musical ? La réalité actuelle dans notre pays est que trop d'ensembles musicaux traditionnels et tradi-modernes sont en train de perdre leur sève originelle à cause de ces artistes-musiciens 'va-t'en guerre' qui rejettent toute tentative de laver le linge sale en famille. Ils préfèrent le jusqu'aboutisme qui, en réalité, est rarement heureux.

La guerre n'arrange personne car quelle que soit la force des uns ou des autres, la victime ou des victimes ne sont que des humains. Or quand l'humanité perd un seul de ses fils, c'est une vraie régression sociale. Ce que les spécialistes des sciences sociales et humaines appellent par la « barbarie civilisationnelle », alors que le monde se veut progressif.

Ainsi donc, le dialogue, la palabre, la concertation et l'écoute devront être les maîtres mots en société car ils conduisent au salut endogène et exogène des humains.

Faustin Akono

MOIS DES FEMMES

L'Association des jeunes mères du Congo s'implante dans la Bouenza

A la faveur de ce mois de mars dédié aux femmes, Michaëlle Moutouari Tchicamboud, présidente de l'Association des jeunes mères du Congo (AJMC), s'est rendue à Mouyondzi, dans le département de la Bouenza, où elle a remis plusieurs dons aux femmes et filles de cette localité.



La présidente de l'AJMC remettant un don aux femmes de Mouyondzi/Adiac

Pendant deux jours, Michaëlle Moutouari Tchicamboud a échangé avec les femmes de Mouyondzi, notamment celles des villages Kolo et Mayalama à qui elle a demandé d'intégrer l'AJMC et bénéficier de plusieurs avantages. « Je suis venue rendre visite à mes parents d'ici, étant donné que mes grands-parents sont originaires de la Bouenza. Mon vœu est d'implanter une antenne de notre association dans l'axe de Mouyondzi pour que les parents d'ici puissent aussi bénéficier de ce que nous faisons à Pointe-Noire où

est notre siège », a-t-elle dit. Ainsi, des seaux, des pagnes, du matériel agricole (houes, pelles, coupe coupe...) ont été remis aux femmes de Mouyondzi, très ravies de recevoir ces dons. « C'est avec un cœur ouvert que nous accueillons notre fille puisque ce qu'elle fait contribue au développement de notre district de Mouyondzi », a dit une maman bénéficiaire. Une autre, en guise de remerciement à la donatrice, a ajouté : « Ici à Mouyondzi, il y a beaucoup de jeunes filles mères qui ont besoin de soutien et ce

don fait par la présidente de l'AJMC va y contribuer énormément ».

Un don de tôles a également été fait au CEG de Kolo par la présidente de l'AJMC; à la grande joie des élèves et des responsables de cet établissement scolaire. « Dans ce collège sortiront les cadres de demain, l'avenir de notre pays. C'est un geste qui me tenait à cœur depuis mon enfance, c'est-à-dire être aux côtés des parents. J'en suis très honorée, très émue par leur accueil. J'y reviendrai », a-t-elle conclu.

Hervé Brice Mampouya

IN MEMORIUM



Mars, mois anniversaire de la disparition de notre mère Henriette Tsimi, de Josué Mankouika et de Harmel Sophie Moumbélé, les enfants, petits-enfants, arrière-petit-enfant et famille Moumbélé prient tous ceux qui les ont connu d'avoir une pensée pieuse à leur égard. Mère, neuve, fille, vous resterez à jamais dans nos cœurs. Puisse Dieu vous accueillir dans son antre divin.

CONSOMMATION

Denis Sassou N'Guesso veut tenir sa promesse d'une foire agricole

Réunir les producteurs congolais lors d'une grande exposition-vente des vivres issus des bassins de tous les départements, ce projet pourrait voir le jour prochainement comme l'a annoncé le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, dans l'interview qu'il a accordée à la presse à l'occasion de sa visite de travail (23-26 mars) dans le département de la Bouenza. Décryptage.

Faire des districts du Congo des pôles de production agricole

Pour le chef de l'Etat, ce challenge doit être soutenu par l'organisation d'une grande foire au cours de laquelle tous les départements viendront exposer leurs productions aux environs de Brazzaville. « J'ai lancé hier (24 mars, NDLR) le mot d'ordre de l'émulation inter-départementale. Je serai très heureux de vivre cet événement, tous les départements du Congo réunis dans une saine émulation. Il y aura de tout : manioc, safous, poulets, poissons, crocodiles, tortues, bœufs, moutons... », a indiqué le président de la République, satisfait que l'une de ses promesses de la campagne électorale lors de la présidentielle 2021 se réalise dans le département de la Bouenza.

« Je constate que la directive que nous avons donnée en 2021 est en train de prendre corps, j'ai dit toute ma fierté aux acteurs agricoles du département. Nous observons que la population est mobilisée, qu'elle adhère à cette directive. Nous constatons que le gouvernement a pris des mesures concrètes pour la mise en œuvre de cette directive. Il s'agissait de produire ce dont notre peuple a besoin pour qu'il ne continue pas de



Une vue des agriculteurs/DR

dépendre de l'étranger, surtout en ce qui concerne les produits agricoles. Je parlais durant toute la campagne électorale en 2021 de poulets importés «Ebembé ya Adoula», et ma satisfaction est sincère aujourd'hui lorsque je vois une grande offre de maïs, de l'aliment de bétail, de la volaille, de la production animale », a-t-il souligné.

Mobilisation de la jeunesse

Grâce à la mécanisation de l'agriculture, les jeunes ne travaillent plus à la pioche. « J'ai vu de nombreux jeunes dans les ZAP, je suis très content. Ainsi, je constate, dans la Bouenza,

comme depuis toujours, une population travailleuse, active. Il y a des immensités des terres disponibles, même s'il reste quelques obstacles avec les propriétaires fonciers, ils seront levés », a poursuivi Denis Sassou N'Guesso.

Le président de la République a, par ailleurs, déploré le manque de communication autour du développement des zones agricoles protégées (ZAP) à travers le pays. Il a interpellé la presse nationale, surtout les chaînes publiques qui passent la plupart de leur temps à diffuser des reportages et autres émissions souvent sans impact majeur sur la population.

« Hier, à Mouindi et Loudima, en parlant avec les membres de la délégation venus de Brazzaville, certains me disaient que, depuis Brazzaville, on n'a pas connaissance de ce qui se passe dans le pays. Ils m'ont dit nous serions restés à Brazzaville, nous n'aurions jamais su qu'il y a une grande activité comme celle-ci dans l'arrière-pays. J'ai dit oui, certainement la communication n'est pas bien faite. Je vois chaque soir des éditions magazine à la télévision où chaque député, chaque sénateur, chaque conseiller, parce qu'il est allé distribuer quelques bricoles à la popu-

lation... », a critiqué le chef de l'Etat, invitant les journalistes à aller à l'intérieur du pays. « Si le président n'était pas venu ici, vous n'auriez pas pris l'initiative de venir couvrir ces activités pour les montrer. Donc, je renvoie un peu la balle dans votre camp », s'est-il adressé à la presse.

Le rapport entre l'offre et la demande

S'agissant des perspectives de cette production agricole qui s'annonce abondante dans la Bouenza, le président de la République a rassuré des dispositions prises pour la transformation et la conservation des produits. « Nous avons vu le début de la transformation à Loudima, les tubercules ne vont pas pourrir, ils vont être transformés en fofou et vendus à l'intérieur du pays et pourquoi pas à l'extérieur. Les autres produits seront transformés de la même manière. Donc, il n'y aura pas de pourriture, il n'y aura pas de gaspillage, au contraire, on assistera peut-être à une baisse du prix. Quand il y aura une grande production, les prix à la consommation baisseront, les produits seront conservés et vendus à l'intérieur du pays et pourquoi pas à l'extérieur », a-t-il conclu.

Gankama N'Siah

RÉFLEXION

Sur la nouvelle équation ...

Ce qui ressort à l'évidence des événements qui marquent le temps présent sur la scène internationale est bien le fait que l'Afrique s'impose lentement mais sûrement comme l'un des acteurs majeurs que les grandes puissances placent désormais en bonne, très bonne position dans leur stratégie planétaire. Une réalité concrète et précise dont témoigne l'attention croissante que le continent suscite dans la politique de la Chine, des Etats-Unis, de l'Inde, de l'Union européenne, de la Russie et qui se traduit par une lutte d'influence de plus en plus claire.

D'où l'idée aussi simple que complexe selon laquelle les différentes organisations régionales de cette

partie du monde doivent maintenant s'entendre, se coaliser afin de parler d'une même voix sur les grandes questions et de tirer ainsi le meilleur profit des multiples duels auxquels vont se livrer les Grands dans les années à venir. Un appel à la coordination continentale qui s'impose dès à présent comme une priorité et qui doit donc être placé au cœur de la stratégie de l'Union africaine.

Ceci est d'autant plus évident que cette partie de la planète est en réalité la plus riche en ressources naturelles et que, de ce fait, elle s'imposera logiquement au fil des années à venir comme une priorité pour les grandes nations industrielles de l'hémisphère Nord qui, elles-mêmes se trouvent confrontées à des pro-

blèmes d'approvisionnement en matières premières dont dépend leur propre sort. Une réalité très concrète dont les différentes communautés du continent n'ont pas encore pris la juste mesure, mais qui s'imposera à chacune d'elles dans le proche, très proche avenir.

Dans un tel contexte et compte tenu de l'immensité des ressources minérales qu'elle détient, l'Afrique centrale, ou plus exactement le bassin du Congo, est appelée à jouer un rôle majeur qui fera d'elle, de lui, un acteur incontournable. D'où cette idée de simple bon sens selon laquelle le temps est venu pour cette partie du continent de faire valoir non seulement ses richesses naturelles mais

aussi sa capacité à les protéger contre une surexploitation par des puissances extérieures qui les mettraient en péril, et qui, de ce fait, provoqueraient des atteintes dangereuses à la nature.

Pour dire la vérité sans détours, Brazzaville qui a créé avec ses partenaires de l'Afrique centrale un Fonds bleu dont l'influence ne cesse de se renforcer sur la scène mondiale est bien, très bien placée pour faire valoir cet argumentaire.

Voyons donc si ce message de simple bon sens envoyé par les autorités de la région sera entendu dans les mois et les années à venir au sommet de la communauté internationale.

Jean-Paul Pigasse